

CONF/AG(2025)REC1

Recommendation to the Council of Europe and its Member States on the ongoing war of aggression of the Russian Federation against Ukraine <i>(Adopted by the General Assembly on 9 April 2025)</i>	Recommandation au Conseil de l'Europe et ses États membres sur la guerre d'agression en cours de la Fédération de Russie contre l'Ukraine <i>(Adoptée par l'Assemblée générale le 9 avril 2025)</i>
Russia's war of aggression against Ukraine did not start on February 24 in 2022, but long before that in 2014 with covert operations in the Donbas and the illegal annexation of Crimea. However, three years ago the full invasion of Ukraine started, with the goal to destroy the sovereignty, freedom and identity of the Ukrainian people. This war is being fought as much against the population as against military structures, with the continuous bombardment of civilian settlements, including schools, hospitals, nurseries and the fundamental infrastructure for energy and other essential commodities, as well as civilian sea traffic. The Council of Europe reacted quickly, being the first international intergovernmental organisation to expel Russia in March 2022 and then re-enforced its values in the Reykjavik Summit in May 2023, at which a Register of Damage was opened. Nonetheless, the Russian aggression has continued unabated, with innumerable war crimes and crimes against humanity being committed. In this context, we condemn the forced deportation of children and civilians to Russia	La guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine n'a pas commencé le 24 février 2022, mais bien avant, en 2014, avec des opérations secrètes dans le Donbass et l'annexion illégale de la Crimée. Cependant, il y a trois ans, l'invasion complète de l'Ukraine a commencé, dans le but de détruire la souveraineté, la liberté et l'identité du peuple ukrainien. Cette guerre est menée autant contre la population que contre les structures militaires, avec le bombardement continu des établissements civils, y compris les écoles, les hôpitaux, les crèches et l'infrastructure fondamentale pour l'énergie et d'autres produits essentiels, ainsi que le trafic maritime civil. Le Conseil de l'Europe a réagi rapidement, étant la première organisation intergouvernementale internationale à expulser la Russie en mars 2022, puis a réaffirmé ses valeurs lors du sommet de Reykjavik en mai 2023, au cours duquel un Registre des dommages a été ouvert. Néanmoins, l'agression russe s'est poursuivie sans relâche, d'innombrables crimes de guerre et crimes contre l'humanité ayant été commis. Dans ce contexte, nous condamnons la déportation forcée d'enfants et de civils vers la

and Belarus, all mistreatment of civilians as well as prisoners of war and the killing of civilians and prisoners of war in both the occupied territories and in Russia itself. We call on all member states of the Council of Europe to take all measures needed to bring to justice the perpetrators of these crimes against humanity and war crimes. The Council of Europe continues to strive for remedies in the framework of its competences, mainly setting of norms and taking legal actions. However, Ukraine also needs the support of the member states of the Council of Europe in all aspects of its fight against the Russian aggression, which has become a hybrid war all over Europe. The fight against this war is a fight for freedom, democracy, human rights and rule of law. We fully support the Civil Initiative “People First”, an international campaign for the release of captives held as a result of Russia’s invasion of Ukraine, endorsed i.a. by Oleksandra Matviichuk and Oleg Orlov, co-laureates of the Nobel Price of Peace 2022 (https://people1st.online/). We therefore call on all member states of the Council of Europe to: • increase their aid and support for Ukraine, especially in the light of recent political developments in the USA; • join the Register of Damage if they have not already done so, as soon as possible; • support the Ad hoc Committee on the Establishment of a Claims Commission for Ukraine, which hopefully will be launched at the Ministerial Conference in Luxembourg in May; • support the future claims commission and ensure that real consequences flow from this procedure, i.e. compensation for damages;	Russie et le Bélarus, tous les mauvais traitements infligés aux civils et aux prisonniers de guerre, ainsi que les meurtres de civils et de prisonniers de guerre dans les territoires occupés et en Russie même. Nous appelons tous les États membres du Conseil de l’Europe à prendre toutes les mesures nécessaires pour traduire en justice les auteurs de ces crimes contre l’humanité et de ces crimes de guerre. Le Conseil de l’Europe continue de s’efforcer de trouver des solutions dans le cadre de ses compétences, principalement en établissant des normes et en engageant des mesures juridiques. Toutefois, l’Ukraine a également besoin du soutien des États membres du Conseil de l’Europe dans tous les aspects de sa lutte contre l’agression russe, qui est devenue une guerre hybride dans toute l’Europe. La lutte contre cette guerre est une lutte pour la liberté, la démocratie, les droits humains et l’État de droit. Nous soutenons pleinement l’initiative civile « People First », une campagne internationale pour la libération des prisonniers détenus à la suite de l’invasion russe de l’Ukraine, soutenue notamment par Oleksandra Matviichuk et Oleg Orlov, co-lauréats du prix Nobel de la paix 2022 (https://people1st.online/). Nous appelons donc tous les États membres du Conseil de l’Europe à : • accroître leur aide et leur soutien à l’Ukraine, en particulier au vu des récents développements politiques aux États-Unis • à participer au plus tôt au Registre des dommages, si ce n’est déjà fait ; • soutenir le Comité ad hoc sur la création d’une commission des réclamations pour l’Ukraine, qui devrait être lancée lors de la conférence ministérielle qui se tiendra à Luxembourg en mai ; • soutenir la future commission des réclamations et veiller à l’effectivité des conséquences découlant de cette procédure, à savoir l’indemnisation des dommages ;
--	--

• support women's participation in peace negotiations in application of UN Security Council Resolution 1325 (2000) voted unanimously; • ensure the necessary legal instruments are in place to seize the frozen Russian assets in Europe for compensation; • recognise the crime of aggression as fundamental crime against humanity; • support the creation of a special tribunal at the Council of Europe for the crime of aggression against Ukraine and make it strong and effective; • support Ukraine in its struggle for permanent just peace starting with a true full cease-fire for 30 days and ensure that any cease-fire and peace negotiations are conducted in full agreement with Ukraine and respect its full sovereignty and integrity; • demand the immediate return of all children deported to Russia; • seek the repatriation of all Ukraine citizens often held under deplorable conditions in Russia and the occupied territories of Ukraine, and ensure a full and unconditional exchange of Prisoners of War; Any final peace treaty should be backed up and secured by a robust mandate, preferably by NATO (as requested by Ukraine), and we call on all European countries to support the efforts made into this direction and to support such a strong and robust mandate on the territory of Ukraine.	• soutenir la participation des femmes aux négociations de paix en application de la Résolution 1325 (2000) du Conseil de Sécurité des Nations Unies votée à l'unanimité ; • veiller à ce que les instruments juridiques nécessaires soient mis en place pour saisir les avoirs russes gelés en Europe en vue d'une indemnisation ; • reconnaître le crime d'agression comme un crime fondamental contre l'humanité ; • soutenir la création d'un tribunal spécial au Conseil de l'Europe sur le crime d'agression contre l'Ukraine et faire en sorte qu'il devienne fort et efficace ; • soutenir l'Ukraine dans sa lutte pour une paix juste et durable, en commençant par un véritable cessez-le-feu total de 30 jours, et veiller à ce que tout cessez-le-feu et toute négociation de paix soient menés en plein accord avec l'Ukraine et respectent sa souveraineté et son intégrité pleines et entières; • exiger le retour immédiat de tous les enfants déportés en Russie ; • demander le rapatriement de tous les citoyens ukrainiens souvent détenus dans des conditions déplorables en Russie et dans les territoires occupés de l'Ukraine, et veiller à un échange complet et inconditionnel des prisonniers de guerre ; Tout traité de paix final devra être soutenu et garanti par un mandat solide, de préférence par l'OTAN (comme le demande l'Ukraine), et nous appelons tous les pays européens à soutenir les efforts déployés dans ce sens et à soutenir un tel mandat fort et efficace sur le territoire de l'Ukraine.
--	---